

Unité départementale de la Vendée  
Site Préfecture de la Vendée  
29 rue Delille - CS 60765 - 85020 La Roche sur Yon cedex  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 16 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRIVALIS**

31 rue de l'Atlantique  
CS 30605  
85000 La Roche-Sur-Yon

**Références :** D25.0519  
**Code AIOT :** 0006305148

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement TRIVALIS implanté L'Etrolle 85320 Les Pineaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRIVALIS
- L'Etrolle 85320 Les Pineaux
- Code AIOT : 0006305148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Trivalis exploite une installation de stockage de déchets non dangereux autorisée par un arrêté préfectoral du 25/02/2008 modifié. Le site réceptionne principalement des encombrants de déchèteries.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Couverture des casiers	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 5.2.6	Sans objet
2	Surveillance des rejets d'eau (suite AM RSDE)	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe II - 1	Sans objet
3	Contrôle par vidéo des déchargements de déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article D541-48-1.II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le site ne réceptionnait plus de déchets actuellement. L'alimentation électrique du pont bascule était coupée, le quai de déchargement des déchets était démonté, les caméras d'enregistrement vidéo étaient démontées.

Le dernier casier CB10 exploité faisait l'objet d'une couverture provisoire en cours de réalisation. L'inspection a constaté la présence d'une membrane PEHD souple sur le dessus de ce casier, descendant sur ses flancs.

Aucun nouveau casier d'avance n'est actuellement construit.

Même si l'enregistrement vidéo n'est plus en service puisque le quai de déchargement a été

démonté, l'inspection a rappelé à l'exploitant que les données précédentes enregistrées devaient être conservées sur la période d'un an imposée. L'ordinateur servant au stockage des données vidéos était bien présent et fonctionnel lors de la visite.

Le programme de surveillance renforcé des rejets de lixiviats traités a été examiné, et confirmé auprès de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Couverture des casiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 5.2.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 5.2.6. - Couverture des casiers Dès la fin de comblement d'un casier, une couverture est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'installation de stockage. Une membrane étanche est mise en place dès que les principaux tassements sont réalisés.  Article 55 de l'arrêté du 15 février 2016 Tout casier exploité en mode bioréacteur est équipé d'une couverture intermédiaire d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre et d'une perméabilité inférieure à $5.10^{-9}$ m/s au plus tard six mois après la fin d'exploitation de la zone exploitée en mode bioréacteur. Dans le cas des casiers exploités en mode bioréacteur, cette couverture peut constituer la couche d'étanchéité mentionnée à l'article 35.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté en visite que le dernier casier exploité CB10 ne recevait plus de déchets. Une couverture intermédiaire était présente, dont la partie visible était constituée d'une membrane en PEHD 1,5mm soudée permettant de réduire les apports d'eaux pluviales dans le massif de déchets. Les parements latéraux du massif de déchets sont également recouverts d'une membrane PEHD afin de ne pas exposer ce massif aux intempéries. L'exploitant a indiqué que les travaux de couverture vont se poursuivre comme habituellement.

La prescription est respectée pour le début des travaux constatés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La couverture finale du casier bioréacteur doit respecter les dispositions de l'article 55 et 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. L'exploitant justifiera en particulier que la couverture intermédiaire et/ou finale en cours de réalisation lors de la visite respecte bien la perméabilité requise de $5.10^{-9}$ m/s, avec une épaisseur minimale de 0,5 m.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Surveillance des rejets d'eau (suite AM RSDE)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe II - 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

**1. Données relatives aux rejets**

Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des lixiviats doivent être réalisés séparément à chaque point où un lixiviat est rejeté du site.

Pour les lixiviats et les eaux, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.

La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Analyses	Phase d'exploitation	Période de suivi long terme
(...)		
2. Composition du lixiviat (2) : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium,phosphore total, métaux, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe +As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols, autre substance dangereuse visée au paragraphe 3 de l'annexe I	Trimestriellement	Tous les six mois
(...)		

**Constats :**

Suite à la publication de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant l'arrêté ministériel du 25 février 2016, la liste des polluants à analyser dans les lixiviats traités a augmenté. Dans ce cadre, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'engager des mesures complémentaires, incluant le nonyphénol ajouté par l'arrêté ministériel complémentaire du 7 août 2023.

Les paramètres globaux et spécifiques de l'activité (tableaux 1 et 2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel) faisaient déjà l'objet d'un suivi périodique fixé à l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2008.

L'inspection confirme que cette surveillance doit être mise à jour pour tenir compte de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 avec les paramètres des "Autres substances" du tableau 3 de l'annexe I.

L'exploitant a réalisé au moins quatre campagnes complètes d'analyses, incluant 4 campagnes d'analyses pour le paramètre Nonyphénol ajouté récemment. La synthèse des analyses transmise par l'exploitant ne montre aucune analyse au dessus des limites de quantification du laboratoire d'analyse.

La surveillance de l'ensemble des polluants visés à l'annexe I doit être maintenue. La fréquence de suivi fixée à l'annexe II est par défaut trimestrielle, mais cette fréquence peut être adaptée si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs.

L'inspection considère que l'ensemble des paramètres présents dans les 3 tableaux de l'annexe I de l'arrêté ministériel doit faire l'objet d'une surveillance, compte tenu de l'hétérogénéité des déchets enfouis.

Toutefois, en tenant compte des résultats d'analyses réalisés et de la synthèse transmise par l'exploitant, l'inspection propose d'adapter la surveillance comme ceci :

Tableau 1 - Paramètres globaux	Trimestrielle
Tableau 2 - Substances spécifiques du secteur d'activité	Trimestrielle
Tableau 3 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau	Annuelle

Le plan de surveillance des lixiviats traités doit respecter le tableau précédent, et pourra être adapté sur justification de l'exploitant en phase de période de suivi long terme définie à l'annexe II.1 de l'arrêté ministériel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Contrôle par vidéo des déchargements de déchets

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/04/2021, article D541-48-1.II

**Thème(s) :** Autre, Aménagement

**Prescription contrôlée :**

Article D541-48-1

II.- L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49, 105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.

Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;
- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.

**Constats :**

L'inspection a constaté que le site n'accueillait plus de déchets lors de la visite. L'exploitant a démonté son quai de déchargement des déchets, et a donc démonté les caméras d'enregistrement.

Toutefois, l'inspection a bien constaté que l'ordinateur ayant enregistré les derniers mois de vidéo était bien en fonctionnement, et toujours présent sur le site. En effet, même si cet équipement n'enregistre plus actuellement de flux vidéo, il doit conserver l'historique d'enregistrement sur la durée d'un an fixée par la réglementation (point IV du même article contrôlé).



Cette prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite